

Le Crédit social est le fruit de découvertes faites et analysées par un ingénieur qualifié. Le major Douglas a su découvrir des faits et des vices dans les rouages administratifs du système capitaliste actuel. Il a su en tirer des conclusions et indiquer comment corriger les vices du système. Constatant que la puissance productive découlant d'inventions et de perfectionnements techniques qui n'auraient jamais vu le jour sans la vie en société, il a travaillé à trouver les moyens de distribution des produits déjà existants.

Pour se faire une idée de ce que deviendraient les relations des hommes dans la vie économique, dans les domaines social et politique, il faut les étudier dans un climat débarrassé du non-sens financier, de la tyrannie qu'il exerce et des folies qu'il impose.

Au cours de la semaine de l'anniversaire de la mort d'un grand homme, Abraham Lincoln, je lisais l'éditorial du 29 avril 1970 du poste CFCM-TV, lequel était intitulé «Matière à réflexion». Au fait, Abraham Lincoln s'est montré capable de grandes choses, et le rôle qu'il a joué dans l'histoire américaine a été décisif. Parmi les mots célèbres qu'on lui doit, on retrouve les suivants, qui invitent à la réflexion:

On ne peut pas créer la prospérité en décourageant l'épargne. On ne peut pas renforcer le faible en affaiblissant le fort. On ne peut pas aider le travailleur en démolissant son patron. On ne peut pas favoriser la fraternité en stimulant la haine des classes et on ne peut pas aider le pauvre en détruisant le riche. On ne peut pas appuyer sa sécurité sur de l'argent emprunté. On ne peut pas s'éviter des ennuis en dépensant plus qu'on ne gagne. On ne peut pas encourager la volonté et le courage en privant un homme de son sens d'initiative et d'indépendance. On ne peut pas aider les hommes d'une façon durable en faisant, à leur place, ce qu'ils devraient faire eux-mêmes.

Ces conseils ont été donnés, il y a plus de 100 ans. Malgré leur aspect vieillot, leur résonance ancienne, ils gardent encore leur valeur. Il n'y a rien de plus ancien qu'une vérité universelle, et pourtant, rien, non plus, d'aussi actuel.

Tous ceux qui ont lu l'histoire américaine savent qu'Abraham Lincoln lui-même se trouva sous la domination des banquiers, qui utilisaient le crédit du peuple pour émettre de la monnaie leur permettant de contrôler les autorités publiques. Lincoln les défia et utilisa le crédit de la nation comme valeur pour garantir une monnaie qu'on appella les «greenbacks de Lincoln». Le *Harvard Circular*, publication bancaire publia alors:

Il ne faut pas permettre aux «greenbacks» de circuler comme monnaie parce que nous ne pouvons pas les contrôler. Mais nous pouvons contrôler les obligations et par ce moyen, les émissions bancaires. Les banquiers réussirent à convaincre assez de représentants au Congrès pour faire adopter le *National Banking Act* en 1863, malgré les protestations de leur ennemi juré, Abraham Lincoln.

Quand la loi fut adoptée, les frères Rothschild, en date du 25 juin 1863, écrivirent ce qui suit: «Cette loi donne à la Banque nationale le contrôle presque complet des finances de la nation. Les quelques personnes qui comprennent le système seront ou intéressées dans ses profits ou tellement dépendantes de ses faveurs, qu'elles ne s'y opposeront pas... la masse du peuple, incapable de comprendre mentalement supportera le fardeau sans se plaindre et peut-être même sans suspecter que ce système leur est défavorable».

Malgré toutes les objections, Lincoln a lutté toute sa vie pour établir un système financier reflétant la réalité économique. Malheureusement, il n'a pas eu l'avantage

d'atteindre l'objectif visé, et l'histoire nous rapporte le drame du 14 avril 1865.

Je pourrais continuer à exposer certains faits qui se sont produits durant la période d'administration du président des États-Unis, John Kennedy, mais je conclus en ajoutant, me basant sur l'histoire, que Jefferson, Jackson, Lincoln, McFadden et Kennedy avaient raison. Tous furent de grands patriotes dans leur lutte pour l'assouplissement du système financier qui nuisait beaucoup à la nation américaine.

Franklin Roosevelt lui-même disait, dans son discours inaugural, durant les années de la crise économique de 1929, ce qui suit, et je cite:

Nous n'avons pas été dévastés par une invasion quelconque, l'abondance est à nos portes, mais l'utilisation de ces biens nous échappe au sein même de leur affluence.

L'honorable député de Bellechasse (M. Lambert) a fait état des économistes dont les idées sont divergentes, et de leur parti pris, qui découle de leur formation, de leurs idées préconçues, ou de leurs engagements politiques et sociaux.

Tous ceux qui possèdent quelque notion d'économie politique sont frappés par les contradictions, par les théories divergentes rendues publiques par les économistes, même de renommée internationale.

• (4.40 p.m.)

Si l'on remonte aussi loin qu'aux grands philosophes de la Grèce antique, on trouve, pour la première fois, chez Platon, le point de départ d'une philosophie économique cohérente, lorsqu'il imagine la cité communiste intégrale, dans laquelle tous les citoyens vivraient sur un pied d'égalité.

Quelque 50 ans plus tard, soit vers l'an 350 avant l'ère chrétienne, Aristote déclara la guerre au communisme de Platon et à l'égalitarisme qu'il proposait, parce que, disait-il, la propriété commune est source de division et de querelles et prive les citoyens de la jouissance légitime de la propriété de biens personnels.

Il a fallu attendre le moyen âge et les enseignements de Saint-Thomas d'Aquin pour obtenir une justification de la propriété privée et une condamnation du communisme et du socialisme.

Plus tard, plusieurs économistes proposèrent le libre échange, tandis que les protectionnistes insistaient sur l'imposition de tarifs douaniers élevés, en vue de protéger les industries nationales. Les querelles, à ce sujet, qui remontent à deux siècles, n'ont pas encore pris fin, et les pays se montrent tantôt libre-échangistes, tantôt protectionnistes, selon leurs intérêts immédiats. On ne peut donc pas affirmer qu'il existe une doctrine sûre et reconvenue de tous à ce sujet.

Deux mille ans après Platon, l'idée socialiste «reprit du poil de la bête» avec l'apparition de son principal doctrinaire et propagandiste, Karl Marx, et ceux qui le suivirent.

Aujourd'hui, le monde se trouve partagé entre la doctrine socialiste et le capitalisme, et toutes leurs variantes, selon le degré d'intervention de l'État dans les affaires des citoyens et dans la direction de l'économie nationale.

Il est donc permis de conclure que nulle doctrine économique existante ne mérite une place à part, et se situe complètement au-dessus des autres, pas plus que les éco-